

# Le Petit Provençal

JOURNAL QUOTIDIEN D'UNION NATIONALE

Jeudi 17 Mai 1917

REDACTION ET ADMINISTRATION :  
75, rue de la Darse, 75  
MARSEILLE  
Téléph. : Direction 2-90 - Rédaction 2-72, 39-50  
Bureaux à Paris : 10, rue de la Bourne  
1<sup>re</sup> ANNÉE - 5 cent. - N° 14.711

LES ANNONCES SONT REÇUES :  
A MARSEILLE : Chez M. G. Allard,  
rue Pavillon, 31, et dans nos bureaux ;  
A PARIS : à l'Agence Havas, place de  
la Bourse, 8.  
ABONNEMENTS : 3 mois 6 mois 1 an  
B.-du-Rh. et départe- 5 fr. 9 fr. 17 fr.  
ments limitrophes. France et Colonies... 5 fr. 11 fr. 20 fr.  
Etranger... 9 fr. 17 fr. 30 fr.  
Les abonnements partent du 1<sup>er</sup>  
et du 15 de chaque mois

## La Parade du Reichstag

Pressé de parler par les partis conservateurs qui réclamaient de lui des déclarations annexionnistes et par les socialistes qui réclamaient des déclarations anti-annexionnistes, M. de Bethmann-Hollweg a pris la parole au Reichstag pour dire... qu'il ne voulait ni ne pouvait rien dire. Ce fut une jolie séance de parade, où la note dramatique se mêla par instants à la note comique puisque l'on y évoqua le spectre de la révolution allemande.

Ce mot de « révolution », qui déchâna naturellement un formidable tumulte dans la salle, fut lancé par Scheidemann, le chef le plus incontestable des socialistes domestiques d'outre-Rhin. Le plus plat valet du kaiser se décida à lever lui-même l'étendard de la révolte contre son maître ? Nous nous permettrons d'en douter jusqu'au jour où le Scheidemann en question aura, à la tête de ses troupes socialdémocrates, commencé de joindre le geste à la parole. Mais croyez bien que nous n'en sommes pas là encore. Pour l'instant, il nous suffira de constater que, sans doute pour rattraper son audace... verbale, l'orateur socialiste s'est empressé de déclarer qu'il estimait impossible de conclure une paix sans déplacer les poteaux des frontières. C'est ainsi que l'on est anti-annexionniste dans la Socialdémocratie !

M. de Bethmann-Hollweg, qui se posait à cette séance comme l'adversaire de Scheidemann bien que, au fond, il n'ait probablement pas cessé d'être son compère, s'est refusé à faire connaître les conditions de paix de l'Allemagne. Demeurer sur la réserve, garder le silence sur les véritables buts de guerre du gouvernement impérial, laisser se poursuivre les polémiques entre partisans et adversaires de la paix sans annexions ni indemnités, telle est la tactique du chancelier, lequel ne veut ni se braver ni décourager les intrigues pacifistes. Il ne s'en est départi à l'égard de la Russie que dans l'espérance de faire choir le nouveau régime russe dans le piège d'une paix séparée. Mais le nouvel état d'esprit qui vient de se manifester à Pétersbourg et jusque dans le sein du Conseil des ouvriers et soldats fera s'effondrer misérablement cet espoir d'outre-Rhin.

Le discours de M. de Bethmann-Hollweg prodigué par ailleurs les promesses et les avances aux neutres, en particulier à l'Espagne, qui se voit outrageusement humiliée (car il y a là une humiliation et un outrage) par les indiscrètes remerciements du porte-parole du kaiser. Nous ne savons quel accueil les neutres feront à ces hypocrites manifestations. Mais on peut affirmer en revanche que les Alliés s'iront tous dans un même sentiment et dans une même attitude à l'égard de la nouvelle parade dont le Reichstag vient d'être le théâtre : ils la laisseront tomber sous le mépris.

CAMILLE FERDY.

## Le Congrès de Stockholm

Le gouvernement allemand refuse les passeports à ses socialistes

Paris, 16 Mai. Une dépêche d'Amsterdam du 15 mai aux journaux dit : On mande de Stockholm que le gouvernement allemand a refusé des passeports aux socialistes belges Vandervelde et Dettan et minoritaires. On considère comme probable que la conférence socialiste internationale n'aura pas lieu.

La conférence n'aura pas lieu

Londres, 16 Mai. Le correspondant du Daily Chronicle à Stockholm, télégraphie le 14 mai : Les socialistes belges Vandervelde et Dettan en route pour Pétersbourg, se sont arrêtés à Stockholm et ont eu trois conférences avec les délégués suédois et hollandais. M. Vandervelde a déclaré qu'il jugeait impossible de participer à une réunion de socialistes qui soutiennent la politique impérialiste des puissances centrales.

L'opposition de M. Vandervelde avait déjà décidé les Commissions hollandaise et scandinave à abandonner le projet d'une conférence de délégués socialistes de tous les pays belligérants et neutres, quand on reçut un télégramme annonçant que le gouvernement allemand avait refusé des passeports aux délégués de la minorité socialiste allemande.

Dans ces conditions, les Commissions hollandaise et scandinave décidèrent unanimement de ne pas aller à Stockholm.

Le correspondant du Daily Chronicle à Stockholm, télégraphie le 14 mai : Les socialistes belges Vandervelde et Dettan en route pour Pétersbourg, se sont arrêtés à Stockholm et ont eu trois conférences avec les délégués suédois et hollandais.

M. Vandervelde a déclaré qu'il jugeait impossible de participer à une réunion de socialistes qui soutiennent la politique impérialiste des puissances centrales.

L'opposition de M. Vandervelde avait déjà décidé les Commissions hollandaise et scandinave à abandonner le projet d'une conférence de délégués socialistes de tous les pays belligérants et neutres, quand on reçut un télégramme annonçant que le gouvernement allemand avait refusé des passeports aux délégués de la minorité socialiste allemande.

Dans ces conditions, les Commissions hollandaise et scandinave décidèrent unanimement de ne pas aller à Stockholm.

Le correspondant du Daily Chronicle à Stockholm, télégraphie le 14 mai : Les socialistes belges Vandervelde et Dettan en route pour Pétersbourg, se sont arrêtés à Stockholm et ont eu trois conférences avec les délégués suédois et hollandais.

M. Vandervelde a déclaré qu'il jugeait impossible de participer à une réunion de socialistes qui soutiennent la politique impérialiste des puissances centrales.

L'opposition de M. Vandervelde avait déjà décidé les Commissions hollandaise et scandinave à abandonner le projet d'une conférence de délégués socialistes de tous les pays belligérants et neutres, quand on reçut un télégramme annonçant que le gouvernement allemand avait refusé des passeports aux délégués de la minorité socialiste allemande.

Dans ces conditions, les Commissions hollandaise et scandinave décidèrent unanimement de ne pas aller à Stockholm.

ment qu'il ne pouvait plus être question de confier les pourparlers avec les socialistes des puissances centrales.

Tout danger de voir Stockholm devenir un centre d'intrigues pacifistes est donc définitivement écarté.

Les délégués autrichiens  
Stockholm, 16 Mai.

Le secrétaire de la conférence socialiste internationale a été avisé par télégramme que le parti socialiste ukrainien d'Odessa avait délégué à cette conférence Vladimir Temyzjik et Nicolas Hankevitch.

PROPOS DE GUERRE

## Plaisir clandestin

Si nous en croyons la gazette « scandaleuse » de la capitale, le Paris nocturne repris de plus belle, mais clandestinement. Une centaine de « boîtes de nuit » se partagent présentement la clientèle. La rue de Liège, qui n'a que trente maisons, en comptent à elle seule trois !

Cela raison de ne pas être très renseigné sur les dessous du Paris qui s'amuse pour savoir ce que sont ces lieux de plaisir. Ce sont de petits endroits très confortables et capiteux, où, à prix d'or, on peut jusqu'à l'aube, boire, danser le tango ou manger les denrées prohibées par M. Viollette. Trois coups discrets, une porte qui s'entre-bâille et l'on pénètre, après avoir montré patte blanche, dans le lieu. Les uns s'y trémoussent, d'autres y causent de près à des demoiselles très peignées, d'autres y dorment, d'autres se contentent de regarder.

Est-ce à dire qu'il faille excuser ces danseurs et buveurs clandestins ? Non, mais il ne faudrait pas qu'on s'en étonne outre mesure. Quand on ferme les lieux de plaisir à 9 heures du soir depuis trois ans, il serait naïf de se figurer que tous ceux qu'on met dehors s'en vont coucher, comme des enfants sages.

ANDRÉ NÉGIS.

P. S. — Je prie ceux de mes lecteurs qui pour une raison quelconque croiraient devoir m'écrire, de bien vouloir signer lisiblement leur lettre. — N.

NOS DÉPENSES DE GUERRE

## 90 Milliards en trois ans

Paris, 16 Mai. M. Thierry, ministre des Finances, déposera mardi 22 mai, jour de la rentrée de la Chambre, le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le troisième trimestre de 1917.

Dès hier, il a communiqué officiellement à la Commission du Budget les tableaux détaillés des crédits ainsi qu'ils peuvent commencer son travail d'examen. Les crédits demandés pour le troisième trimestre de la présente année s'élevaient à 9 milliards 843 millions, dépassant de 218 millions le chiffre de ceux votés pour le second trimestre.

Sur cette somme, les dépenses de guerre atteignent environ 8 milliards. Si l'on récapitule les crédits ouverts depuis le 1<sup>er</sup> août 1914 jusqu'au 30 septembre 1917, c'est-à-dire en y comprenant ceux qui vont être demandés pour le troisième trimestre de 1917, on constate que leur chiffre total s'élève à un peu plus de 90 milliards dont 67 milliards pour les dépenses de guerre proprement dites.

1.019<sup>e</sup> JOUR DE GUERRE

## Communiqué officiel

Paris, 16 Mai. Le gouvernement fait, à 14 heures, le communiqué officiel suivant : La lutte d'artillerie a continué pendant la nuit.

Après un violent bombardement, l'ennemi a prononcé, ce matin, une puissante attaque, sur un front de quatre kilomètres, dans la région du moulin de Lafaux.

Nous avons maintenu nos positions malgré ses efforts répétés.

Le combat se poursuit sur divers points.

Dos coups de main tentés par les Allemands dans les régions d'Aubert, d'Avoucri et du Barrenkopf ont échoué sous nos feux.

En Haute-Alsace, un de nos détachements légers a pénétré dans les tranchées ennemies et a ramené de nombreuses destructions.

Le correspondant de l'Agence Reuter sur le front britannique en France, télégraphie que les troupes anglaises ont regagné la plus grande partie du terrain qu'elles avaient perdu autour de Bullecourt et ont rétabli de nouveaux postes dans la partie ouest du village.

La Guerre sous-marine

Rome, 16 Mai. Mouvement des navires marchands dans les ports italiens au cours de la semaine terminée le 13 mai : navires entrés, 501 ; tonnage brut de 416.890 tonnes ; navires sortis, 562 ; tonnage brut de 458.550 ; pertes des navires italiens à la suite d'une action contre des sous-marins : 2 steamers jaugeant moins de 1.000 tonnes, valeurs de moins de 100 tonnes, et quelques barques de pêche.

L'Espagne prendra des mesures

Madrid, 16 Mai. Au cours de l'entrevue qu'il accorde quotidiennement aux représentants de la presse, M. Garcia Prieto a confirmé que le gouvernement français avait remis au gouvernement espagnol une note concernant les récents pillages opérés dans le voisinage des côtes d'Espagne.

Il a ajouté que des mesures étaient nécessaires pour assurer le respect des eaux territoriales. Le gouvernement est fermement

Mais à ce moment, le second se retournant pour lancer d'une voix sourde à un individu resté à l'extérieur : — Eh ! l'Esbrouffeur... c'est fait... On a enfilé dans la talle (maison)... Bouge pas de la place... Et zéoué... — Te bile pas, répondit le voix de Victor... Je suis là... et ouvre le chdsse (œil). Pendant que ces courtes répliques s'échangeaient entre les deux complices, le regard du Toubib avait rapidement fait le tour de la pièce.

Il constatait aussitôt que Madeleine était étendue sans connaissance à quelques pas de lui.

— A merveille ! apprécia-t-il tranquillement. La belle enfant a tourné de l'œil. Cela va simplifier notre besogne.

— Tas tout de même de quoi l'empêcher de piailler ? s'informa le bel apache.

— Bien entendu... Viens m'aider... Les deux hommes s'approchèrent du corps de la jeune fille.

## LA GUERRE L'Ennemi contre-attaque en vain sur notre Front

### LA REPRISE DE L'OFFENSIVE ITALIENNE

Paris, 16 Mai. Tout comme la Chambre, le Sénat aura vraisemblablement d'ici peu son Comité secret. Une des interpellations déposées hier soir, en effet, ne pouvait être discutée en séance publique : celle de M. Debière, sénateur du Nord, sur « la manière dont a été préparée et conduite l'opération du 16 avril dernier et les sanctions prises à l'égard des responsables ».

LA SITUATION

De notre correspondant particulier

Paris, 16 Mai. Nous paraissions avoir adopté sur le front occidental une attitude purement défensive. L'ennemi, en déduisant sans doute bien à tort du reste que c'est une preuve de faiblesse, continue ses contre-attaques mais sans succès. Celles-ci s'exercent toujours sur les mêmes points.

Les Anglais continuent, eux, leur mouvement offensif avec une ténacité remarquable. Ils paraissent jusqu'ici impuissants à ébranler la ligne de Drocourt à Quéant, dite ligne Wolan, que l'ennemi a établie pour défendre Douai et Cambrai.

Le communiqué italien signale le commencement d'une offensive qui était prévue depuis quelques jours. On n'en connaît pas encore les résultats, mais nos alliés s'en montrent satisfaits.

De côté politique extérieur, une véritable inondation de paroles et de discours. Le Comité des ouvriers et soldats et le gouvernement provisoire de Pétersbourg d'un côté, le chancelier allemand à la tribune du Reichstag, ont exhorté leurs pays respectifs. Attendez les commentaires que ces discours ont mérités pas de provoquer dans le pays. Mais, de plus en plus, il semble bien que la parole reste au canon.

MARITUS RICHARD

P. S. — Dans ma situation d'avant-hier, on me fait dire : « Jamais l'Entente n'a eu besoin de gouvernements forts. J'avais écrit : « Jamais l'Entente n'a eu un plus grand besoin de gouvernements forts. » — M. R.

## SUR NOTRE FRONT

Les Allemands préparent-ils un nouveau recul ?

Paris, 16 Mai. M. Beach Thomas, correspondant du Daily Mail en France, télégraphie : Un grand incendie a éclaté à Saint-Quentin. Des lignes françaises, on entend des explosions et des coups de feu. Les Allemands ont été tués et blessés.

Nous avons des preuves sans contestation possible, que des prisonniers britanniques, qui sont mal nourris et brutalement, sont envoyés à creuser des tranchées sur le front entre Drocourt et Quéant et que plusieurs d'entre eux ont été maintenus au travail, pendant un mois, dans des tranchées où ils se trouvaient.

Un général allemand blessé à Soissons mortellement

Londres, 16 Mai. Les journaux annoncent que le général von Vitzthum, ancien gouverneur de Strasbourg, est mort à la suite de blessures reçues dans les combats près de Soissons.

Les Anglais regagnent le terrain perdu autour de Bullecourt

Londres, 16 Mai. Le correspondant de l'Agence Reuter sur le front britannique en France, télégraphie que les troupes anglaises ont regagné la plus grande partie du terrain qu'elles avaient perdu autour de Bullecourt et ont rétabli de nouveaux postes dans la partie ouest du village.

La Guerre sous-marine

Rome, 16 Mai. Mouvement des navires marchands dans les ports italiens au cours de la semaine terminée le 13 mai : navires entrés, 501 ; tonnage brut de 416.890 tonnes ; navires sortis, 562 ; tonnage brut de 458.550 ; pertes des navires italiens à la suite d'une action contre des sous-marins : 2 steamers jaugeant moins de 1.000 tonnes, valeurs de moins de 100 tonnes, et quelques barques de pêche.

L'Espagne prendra des mesures

Madrid, 16 Mai. Au cours de l'entrevue qu'il accorde quotidiennement aux représentants de la presse, M. Garcia Prieto a confirmé que le gouvernement français avait remis au gouvernement espagnol une note concernant les récents pillages opérés dans le voisinage des côtes d'Espagne.

Il a ajouté que des mesures étaient nécessaires pour assurer le respect des eaux territoriales. Le gouvernement est fermement

l'ennemi a prononcé, ce matin, une puissante attaque, sur un front de quatre kilomètres, dans la région du moulin de Lafaux.

Nous avons maintenu nos positions malgré ses efforts répétés.

Le combat se poursuit sur divers points.

Dos coups de main tentés par les Allemands dans les régions d'Aubert, d'Avoucri et du Barrenkopf ont échoué sous nos feux.

En Haute-Alsace, un de nos détachements légers a pénétré dans les tranchées ennemies et a ramené de nombreuses destructions.

Le correspondant de l'Agence Reuter sur le front britannique en France, télégraphie que les troupes anglaises ont regagné la plus grande partie du terrain qu'elles avaient perdu autour de Bullecourt et ont rétabli de nouveaux postes dans la partie ouest du village.

La Guerre sous-marine

Rome, 16 Mai. Mouvement des navires marchands dans les ports italiens au cours de la semaine terminée le 13 mai : navires entrés, 501 ; tonnage brut de 416.890 tonnes ; navires sortis, 562 ; tonnage brut de 458.550 ; pertes des navires italiens à la suite d'une action contre des sous-marins : 2 steamers jaugeant moins de 1.000 tonnes, valeurs de moins de 100 tonnes, et quelques barques de pêche.

L'Espagne prendra des mesures

qui furent dignes de la Croix d'honneur et de citations à l'ordre du jour.

M. Gay croira à la confiance en son âme de la France.

## LA CHINE CONTRE L'ALLEMAGNE

Le Parlement va régler la question de l'entrée en guerre de la Chine

Londres, 16 Mai. Selon un télégramme de Tien Tsin au Morning Post, le Cabinet chinois, à l'exception de deux ou trois ministres, s'est réuni lundi et a décidé de demander au Parlement d'arriver à une solution sur la question de la guerre avec l'Allemagne. Il est maintenant démontré que les manifestations qui se sont produites devant le Parlement jeudi dernier furent causées par des agitateurs pro-allemands qui espéraient ébranler le premier ministre et amener le Parlement à se prononcer contre sa politique.

Le grand nombre de pirates ont été détruits

Londres, 16 Mai. Dans un discours qu'il a prononcé lundi à Grimsby, M. Tickler, membre du Parlement britannique, a dit : « Je ne crois pas trahir un secret en disant qu'un court de la dernière semaine un plus grand nombre de pirates ont été détruits qu'au cours de la période pendant laquelle ils ont été détruits depuis le début de la guerre. »

Le « Gard » soutient un Combat contre deux Sous-Marins

Le récit d'un canonnier du bord

Paris, 16 Mai. Le Temps publie le récit suivant du canonnier du « Gard » qui était chargé de la pièce de canon arrière, qui a soutenu tout le combat et a peut-être gravement atteint un des deux sous-marins.

Nous étions partis le vendredi 4 mai au soir de la destination de... et du... nous n'étions pas en convoi et avions fait route au large. Le samedi matin, à six heures nous étions en croisière dans le golfe de Gascogne. Le temps était superbe, la vue parfaite, la mer d'huile.

Je dormais encore profondément, lorsque j'ai été réveillé par des coups de canon. La nuit était noire, j'ai bondi à mon poste, à la pièce arrière. J'aperçus deux grands sous-marins, dont l'un me paraissait avoir environ 100 mètres de long, qui nous pourrivaient d'environ 100 mètres. Ils étaient à un mille environ, sur le plus proche, qui dirigeait sur nous un tir d'enfilade. Nous fumes atteints par quatre obus à tout premier toucha le haut du pont d'armement, démolissant notre télégraphie sans fil.

Les Boches cherchaient évidemment à atteindre notre pièce arrière, avec laquelle je faisais feu de plus en plus près du but ; nous avons tiré pendant quelques minutes à l'aveugle, mais sans succès. A sept heures, le sous-marin disparut en laissant derrière lui une grande fumée et que le sous-marin disparut en quinze à vingt secondes. Le second sous-marin se dirigea du côté de l'arrière, mais nous ne le vîmes plus. Le troisième sous-marin, qui avait pu nous rattraper, car faisant feu, riposta par un tir de canon. J'ai tiré jusqu'à ce que le sous-marin disparut. J'ai tiré jusqu'à ce que le sous-marin disparut.

Mais moi, au quatorzième coup, je crois bien que j'ai tapé dans la cible. Le brave canonnier vit alors une explosion et avec une grande flamme et que le sous-marin disparut en quinze à vingt secondes. Le second sous-marin se dirigea du côté de l'arrière, mais nous ne le vîmes plus. Le troisième sous-marin, qui avait pu nous rattraper, car faisant feu, riposta par un tir de canon. J'ai tiré jusqu'à ce que le sous-marin disparut.

Le gouvernement provisoire a délibéré dans la matinée sur la décision prise, hier, par le Comité exécutif du Conseil des délégués des ouvriers et des soldats, relative à sa participation dans le gouvernement.

Avant discuté les conditions dans lesquelles les représentants du Conseil des délégués des ouvriers et des soldats consentent à entrer dans le Cabinet, le gouvernement provisoire est arrivé à la conclusion que la première condition concernant la politique extérieure est inacceptable, car le gouvernement provisoire ne peut accepter un renoncement aux principes exposés dans sa note du 9 avril. Le gouvernement provisoire a donc décidé de ne pas accepter la proposition.

Le Cabinet de coalition

Pétersbourg, 16 Mai. On communique sous toutes réserves la composition probable suivante du Cabinet de coalition MM. prince Lwoff, président du Conseil, ministre de l'Intérieur, Miloukoff, ministre de l'Éducation Publique ; Korovloff, ministre des Affaires Étrangères ; Schingareff, Finances ; Korovloff, Commerce et Industrie ; Nekrassoff, Vices et Communications ; Kerensky, Guerre ; le vice-président du Conseil des délégués des ouvriers et soldats Skobelev et le commandant de la flotte de la mer Noire, amiral Kolchak, comme ministre de la Marine ; le socialiste révolutionnaire Tchernoïff, Agriculture ; le socialiste démocrate, ouvrier, Gvozdet, Travail ; le socialiste démocrate, avocat de Moscou, Nikitine, ou le socialiste démocrate, avocat d'Odessa, Malanovitch, ministre de la Justice ; le socialiste national Pechekhenoff, Munitions.

Le programme du nouveau Cabinet

Pétersbourg, 16 Mai. Hier soir, à dix-neuf heures, le gouvernement a commencé les délibérations avec les représentants du Conseil des délégués des ouvriers et des soldats sur la formation et le programme du nouveau Cabinet et sur la proclamation gouvernementale.

Les trois principaux points du programme proclamé l'ont été de front des Alliés, disant que le Cabinet aura la confiance entière de toute la démocratie révolutionnaire et que le gouvernement jouira de la plénitude du pouvoir et sera adopté en principe.

On a lieu de croire que M. Nekrassoff n'abandonnera pas son poste et se retirera du parti des Cadets.

Quant à MM. Manouloff et Chingareff, avant de prendre une décision définitive, ils

demands à être relevés de leur commandement. Leurs demandes, ont été formulées avant qu'on ne connut la démission de M. Goutchikoff, ministre de la Guerre.

Les Allemands proposent un armistice au général russe Dragomiroff

Paris, 16 Mai. L'Echo de Paris écrit : Des officiers parlementaires allemands qui cherchaient à convaincre des soldats russes ont été tués à quelques jours, armés chez le général Dragomiroff, commandant en chef des armées du Nord, et lui ont proposé un véritable armistice. Mais Dragomiroff leur a demandé s'ils avaient également fait la même

dehors la voix de Victor Maupré retentit : — Acré ! les amonches ! criait-il... acré ! v'la le mec... avec son autre clebs... Puis le bruit d'une course précipitée indiquait que l'Esbrouffeur, après avoir donné l'aveil à ses amis, se hâta de prendre le large.

Interdit, le Toubib et son aide étaient demeurés un instant sur place, comme ne sachant à quel parti s'arrêter.

Subitement Casse-Cœur cria : — Eh bien ! qu'est-ce qu'on fiche là ?... Décampons, nom de D... décampons !

Il abandonnait aussitôt les épaules de Madeleine, dont la tête porta brusquement sur le sol, avec un bruit mat.

Et, bondissant vers la porte, il l'avait franchie dans un clin d'œil et disparaissait à toute allure.

Le Toubib n'allait pas tarder à suivre son exemple.

Après avoir lâché également sa victime, il se rua sur son tour vers la sortie en tirant fébrilement un couteau de sa poche.

Mais, dans sa hâte, il allait buter contre une chaise placée sur son passage, et qui faillit le faire tomber à terre.

En même temps, son couteau s'échappait de ses mains.

Bon Dieu ! s'écria-t-il sans s'inquiéter de le ramasser, ce n'est pas moi qui suis le moment de perdre du temps.

Ce léger accident l'avait cependant égaré quelque peu, et il s'était bien écoulé une

## Le haut Commandement

Le généralissime Pétain

Paris, 16 Mai. Tous les journaux commentent le décret nommant le général Pétain, généralissime, et le général Foch, chef d'état-major. Ils disent que cette mesure honore le gouvernement.

Dans les milieux parlementaires, on se montre satisfait de la décision du gouvernement, concernant les généraux Pétain et Foch. Un certain nombre d'interpellations qui étaient déposées et qui avaient pour but de réclamer une réorganisation du haut commandement, tombent du fait de la décision du Conseil des ministres.

À la Chambre, M. Pétit, président de la première Sous-Commission de l'Armée, et au Sénat, M. Jeanneney, de la Commission de l'Armée, se déclarent satisfaits de la nomination du général Pétain.

## Les Evénements de Russie

### M. MILIOUKOFF QUITTE LE MINISTÈRE

Les Remaniements du Cabinet

Pétersbourg, 16 Mai. L'ambassadeur d'Angleterre en Russie vient de publier une déclaration démentant d'une manière catégorique que les alliés aient jamais songé à s'adresser au Japon pour exercer une pression sur le cours naturel des événements de Russie.

La situation politique

Pétersbourg, 16 Mai. On assure que les socialistes ne veulent pas de Miloukoff au gouvernement, l'attitude de ce ministre étant, disent-ils, incompatible avec leur programme de paix.

Mais un vote du dernier Congrès des constitutionnels démocrates dont M. Miloukoff est le chef prévoit la démission de tous les membres du parti détenant des portefeuilles en cas de crise. Il s'ensuivrait donc que le départ de M. Miloukoff entraînerait la démission de MM. Nekrassoff et Manouloff.

Quant à la question Miloukoff, le président se serait opposé au départ du ministre actuel des Affaires Étrangères, dont la présence au sein du Cabinet constitue pour les Alliés une garantie de la loyauté de la Russie envers ses engagements.

Les exigences du Comité exécutif

Pétersbourg, 16 Mai. Avant discuté les conditions dans lesquelles les représentants du Conseil des délégués des ouvriers et des soldats consentent à entrer dans le Cabinet, le gouvernement provisoire est arrivé à la conclusion que la première condition concernant la politique extérieure est inacceptable, car le gouvernement provisoire ne peut accepter un renoncement aux principes exposés dans sa note du 9 avril. Le gouvernement provisoire a donc décidé de ne pas accepter la proposition.

La mission française intervient

Pétersbourg, 16 Mai. M. Albert Thomas, ministre français de l'Armement ; MM. Moutet et Cachin, députés socialistes français et les députés anglais, ont été cette nuit en entrevue avec le secrétaire des Affaires étrangères du Comité. L'entrevue qui devait avoir lieu cet après-midi avec le Comité réuni en séance plénière a été remise à demain, à la suite des conversations qui se poursuivent entre le Comité et le gouvernement pour la constitution du nouveau ministère.

La démission du ministre de la Guerre amènerait celle des chefs d'armée

Pétersbourg, 16 Mai. Suivant le Reich, les délégués de l'état-major général ont visité le Comité exécutif des ouvriers et soldats ; ils ont fait ressortir que la démission de M. Goutchikoff rendait la situation sérieuse, parce que divers commandants d'armée se proposent de suivre l'exemple du ministre de la Guerre, en présence de l'impossibilité de leur commandement actuel, de remplir leur devoir envers la Patrie.

Devant cette perspective, les représentants de l'état-major ont demandé au Comité de discuter d'urgence les conditions de la situation des mesures pour que la crise fut résolue au mieux et que les partis arrivent à un accord pour créer un pouvoir ayant une autorité absolue pour faire sortir la Russie de l'impasse où elle est engagée.

Le Comité exécutif a déclaré que, conscient du sérieux de la situation, il prend des mesures pour combler la crise créée par la démission de M. Goutchikoff.

L'éventualité d'autres démissions militaires ont produit une très forte impression sur le Comité.

Les généraux Broussiloff et Gourko vont démissionner

Pétersbourg, 16 Mai. Les généraux Broussiloff et Gourko ont demandé à être relevés de leur commandement. Leurs demandes, ont été formulées avant qu'on ne connut la démission de M. Goutchikoff, ministre de la Guerre.

